

2€

dont 1,50€
va au
vendeur

Le magazine qui permet aux précaires d'ouvrir les yeux du lecteur
sur leur réalité kafkaïenne, le réalisme de leur lutte et leur irrépressible humour!

DOUCHE FLUX

magazine

N°29 – PRINTEMPS 2019

Le militantisme féminin

De 1807 à nos jours... Le combat des
femmes pour l'égalité des sexes

Ma vie pourrie ou pour rire?

Un parcours de vie à vous glacer le sang.
Par Sven Verelst

Mes expériences chez « BoxeFLUX »

Napoléon demande des comptes à DoucheFLUX

LA BLAGUE DE TABIB

Un homme et son épouse sont souvent en opposition.

À chaque fois que la femme dit quelque chose de juste, son mari stupide dit le contraire.

Comme cette situation se reproduit chaque fois, l'épouse se met à douter de sa santé mentale. Le mari, toujours en opposition, suggère de chercher un médecin. Au moment où le mari doit partir chez le médecin, l'épouse lui dit : « Ce n'est pas la peine, je me sens bien. » Malgré cela, le mari, comme à son habitude de contredire son épouse, part chercher le médecin. Comme le médecin est occupé, l'époux insiste pour le voir et lui dit : « Mon épouse se sentait mal, mais comme elle se sent bien maintenant, je voulais vous dire, pour ne pas que vous vous dérangez en venant la voir, que vous ne deviez plus venir. »

Tabib Mohammed

LE COLORIAGE DE MARIE



LA PENSÉE DU JOUR

Oublie les problèmes et les mauvais moments,
Tu seras en sécurité si tu es bon,
Tu es bon si tu es calme,
Tu es calme si tu es en bonne santé.

Tabib Mohammed

ÉDITORIAL

DoucheFLUX

Revoilà le joli mois de mars. Je dirais qu'il est le plus beau, car il nous ramène le printemps et il rend hommage aux femmes en leur dédiant une journée internationale.

Dans ce numéro, un beau dossier contant l'histoire du militantisme féminin, concocté par Malika Aziz.

Voici quelques chiffres interpellant :

- **32.000**: Le nombre de signatures figurant sur une pétition « gigantesque » de 270 mètres de long en faveur du droit de vote des femmes, présentée au Parlement néo-zélandais en 1893.
- **Plus de 500**: Le nombre de langues et dialectes dans lesquels est traduite l'historique Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) qui établit, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les droits essentiels et les libertés fondamentales dont tous les êtres humains (hommes et femmes) doivent pouvoir jouir.
- **25.000**: Le nombre de femmes, soit un dixième de la population nationale, qui se sont rassemblées en 1975 dans la capitale islandaise, Reykjavik, pour manifester contre l'inégalité économique. La « journée de congé des femmes » a paralysé pratiquement tous les services urbains, les écoles et les entreprises.
- **16**: Sur 193 pays, le nombre de pays dirigés par des femmes, selon le rapport de l'ONU 2017.
- **14%**: La proportion de postes de direction occupés par des femmes.
- **3,5 à 5,5 millions**: Le nombre estimé de personnes dans le monde qui ont participé à la « marche des femmes » le 21 janvier 2017, en témoignage de soutien aux femmes de leurs actions en faveur de leurs droits. Il s'agit de l'un des nombreux soulèvements populaires qui ont marqué la décennie, parmi lesquels on peut citer ceux qui ont eu lieu en Inde, suite au viol collectif d'une étudiante ; dans l'ensemble de l'Amérique latine, après une succession de féminicides ; au Nigeria, suite à l'enlèvement de près de 280 écolières.

Citons encore quelques hashtags, ou mots-dièse, un moyen d'expression sans équivoque qui témoigne du fait que les femmes et les filles aspirent à une vie sans violence et à un monde d'égalité entre les sexes :

#SendAnlat – #BringBackOurGirls – #YesAllWomen – #EverydaySexism – #WomenShould – #HeForShe – #NiUnaMenos – #MeToo – #YoTambien – #QuellaVoltaChe – #BalanceTonPorc – #AnaKaman – #TimesUp – #FeministFriday.

Très bonne lecture.

Aube Dierckx

SOMMAIRE

02 LA BLAGUE DE TABIB

02 LA PENSÉE DU JOUR DE TABIB

02 LE COLORIAGE DE MARIE



04 LE MILITANTISME FÉMININ AU FIL DES GÉNÉRATIONS



07 MORCEAUX CHOISIS D'ENRICO

08 MES EXPÉRIENCES CHEZ « BOXEFLUX »

14 MA GRÈVE À DOUCHEFLUX



15 LES POÈMES D'ERIK



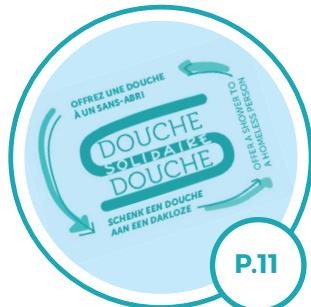
12 PLUTÔT FIER DE NE PAS L'ÊTRE

15 PENSER LES MIGRATIONS SPORTIVES

16 FAITES CONNAISSANCE AVEC NOS BÉNÉVOLES



17 MA VIE POURRIE OU POUR RIRE ?



P.11



LE MILITANTISME FÉMININ AU FIL DES GÉNÉRATIONS

Définition du féminisme

Bien plus qu'un simple mot, le féminisme est un mouvement qui appelle à l'égalité des droits sociaux, politiques, juridiques et économiques entre les femmes et les hommes.



Sojourner Truth

Sa première utilisation documentée remonte à 1837 en France, où le socialiste Charles Fourier emploie le terme « féminisme » pour décrire la libération des femmes dans un avenir utopique.

Dans le discours qu'elle prononce en 1851, intitulé « Ain't I a woman ? » (Ne suis-je pas une femme ?), la féministe américaine et ancienne esclave Sojourner Truth souligne les différentes formes de sexismes que subissent les femmes.

1848 - SENECA FALLS, DANS L'ÉTAT DE NEW YORK AUX ÉTATS-UNIS: PREMIÈRE CONVENTION POUR LES DROITS DES FEMMES

Indignées par l'interdiction faite aux femmes de prendre la parole à l'occasion d'une convention contre l'esclavage, les Américaines Elizabeth Cady Stanton et Lucretia Mott réunissent plusieurs centaines de personnes à leur propre convention pour les droits des femmes à New York, la toute première convention de ce type aux États-Unis. Ensemble, elles revendiquent des droits civils, sociaux, politiques et religieux pour les femmes, dans une Déclaration de sentiments et de résolutions :

« Nous tenons comme vérité allant de soi que tous les hommes et les femmes sont créés égaux. »



Seneca Falls



Elizabeth Cady Stanton



Lucretia Mott

1911: JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES. UNE JOURNÉE DÉDIÉE AUX FEMMES

Célébrée le 8 mars de chaque année, la première Journée internationale des femmes, en 1911, réunit plus d'un million de personnes en Autriche, au Danemark, en Allemagne et en Suisse en soutien aux droits de vote et du travail pour les femmes. Au cours de ses premières années, la Journée internationale des femmes devient un mécanisme de protestation contre la Première Guerre mondiale, principalement en Russie, où une gigantesque manifestation de femmes éclate, exigeant « du pain et la paix ». Quatre jours plus tard, le Tsar abdique. Aujourd'hui jour férié national en Russie, la Journée internationale des femmes a été, selon certains historiens, le déclencheur de la révolution russe.

1920 - ÉGYPTE: DES MÉDECINS S'ÉLÈVENT CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Au cours de cette campagne, la Société égyptienne des médecins défie la tradition en dénonçant les effets délétères des mutilations génitales féminines sur la santé. Au moins 200 millions de femmes et de filles en vie aujourd'hui ont été soumises à cette pratique, et il faudra attendre jusqu'à la fin du XX^e siècle pour que l'expression « mutilations génitales féminines » soit adoptée à l'échelle mondiale et pour que la pratique soit classée comme une forme de violence. Aujourd'hui, les Nations unies, les mouvements locaux de femmes, la société civile et d'autres acteurs œuvrent ensemble à l'éradication de cette pratique.

1929 - NIGERIA: LA RÉVOLTE DES FEMMES D'ABA

Furieuses de leur condition sociale sous la domination coloniale, les femmes igbo envoient des feuilles de palmier (similaires à une invitation sur Facebook aujourd'hui)

à leurs sœurs du sud-est du Nigeria. Ensemble, elles se mobilisent par milliers pour « assiéger » ou « partir en guerre contre » les chefs nommés de manière non démocratique, en les couvrant publiquement de honte par des chants et des danses, en frappant sur leurs murs et même en arrachant des toitures. Malgré les vies fauchées lors des interventions violentes face aux manifestantes, celles-ci finissent par forcer les chefs à démissionner et obtiennent la suppression des taxes imposées sur les femmes sur les marchés.



Les femmes d'Aba

1945 - DUBLIN EN IRLANDE : TRAVAILLER DUR, MENER UNE GRÈVE RETENTISSANTE

Lassées de travailler dans des conditions insalubres, de percevoir des salaires faibles, de cumuler les heures supplémentaires et de ne bénéficier que de congés limités, environ 1500 blanchisseuses syndiquées se mettent en grève :

« Nous nous en remettons à vous... pour gagner notre dû. »

Les blanchisseries commerciales, un secteur majeur à l'époque, sont frappées de plein fouet. Plus de trois mois (et beaucoup de vêtements sales) plus tard, la grève se termine sur une victoire, offrant à toutes les travailleuses irlandaises une deuxième semaine légale de congés annuels.

1945 : L'AVÈNEMENT DES NATIONS UNIES

Suite aux dévastations de la Deuxième Guerre mondiale, les Nations unies sont établies en 1945 pour promouvoir la coopération internationale. Sa charte entérine l'égalité des sexes :

« Nous, peuples des Nations unies [...] proclamer notre foi [...] dans l'égalité des droits des hommes et des femmes. »

C'est là l'une des nombreuses mesures prises par les Nations unies pour établir les fondements des droits des femmes : en 1946, la Commission de la condition de la femme devient le premier organisme mondial intergouvernemental à se consacrer exclusivement à l'égalité des sexes.

1946 : UN DISCOURS MÉMORABLE AUX FEMMES DU MONDE

Lors de la session inaugurale de l'Assemblée générale des Nations unies en 1946, l'Américaine Eleanor Roosevelt lit sa célèbre « Lettre ouverte aux femmes du monde entier », les exhortant à s'impliquer davantage dans les affaires nationales et internationales.



Eleanor Roosevelt

1960 - RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : LES PAPILLONS INOUBLIABLES

Incarnant la lutte féministe populaire, les sœurs Mirabal – Minerva, Maria Teresa et Patria –, également appelées « Las Mariposas » (les papillons), forment un mouvement d'opposition en vue de protester ouvertement contre la dictature de Rafael Trujillo en République dominicaine.

Le 25 novembre 1960, les sœurs sont assassinées. Sous l'indignation générale naît le mouvement anti-Trujillo, qui parviendra à renverser la dictature en moins d'une année. Depuis, la nation commémore l'assassinat brutal des « papillons » le 25 novembre de chaque année pour sensibiliser à la nécessité d'éliminer la violence à l'égard des femmes.



Trois des sœurs « Mariposas »

ANNÉES 1970 : UNIFICATION DES MILITANTES - CEDAW

Également appelée la « Déclaration des droits des femmes », la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est l'instrument international le plus complet visant à protéger les droits humains des femmes, et le deuxième traité onusien de défense des droits humains le plus ratifié (par 189 nations), après la Convention relative aux droits de l'enfant. Adoptée en 1979, la CEDAW exige des gouvernements signataires qu'ils éliminent la discrimination à l'égard des femmes, tant dans la sphère publique que dans la sphère privée, y compris

dans les familles, et vise à instaurer une égalité réelle entre les femmes et les hommes – non seulement dans les lois, mais également dans la vie de tous les jours.

1993: DÉCLARATION SUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Le premier instrument international à aborder et à définir explicitement les formes de violence à l'égard des femmes.

1994: PROGRAMME D'ACTION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT (CIPD)

Un plan d'action qui place les populations et leurs droits au cœur du développement et qui reconnaît que la santé sexuelle et reproductive des femmes est essentielle pour le bien-être de tous.

2006 - UTTAR PRADESH EN INDE: LE GANG DE GULABI. LA JUSTICE POUR LES FEMMES

Dans le district pauvre de Banda, dans l'État de l'Uttar Pradesh, au nord de l'Inde, une poignée de tressées de bambou décident de prendre les choses en main lorsqu'elles apprennent qu'un voisin maltraite sa femme. Ensemble, elles interviennent et forcent le mari à confesser ses actes et à y mettre un terme. Ce qui a démarré comme un modeste mouvement de lutte contre la violence domestique s'est ensuite étendu à l'échelle de l'État : aujourd'hui, un « gang » de plusieurs dizaines de milliers de femmes vêtues de rose (Gulabi) s'attaque aux injustices sociales que subissent les femmes dans l'État et inspirent des soulèvements similaires dans l'ensemble du pays.



Gulabi Gang

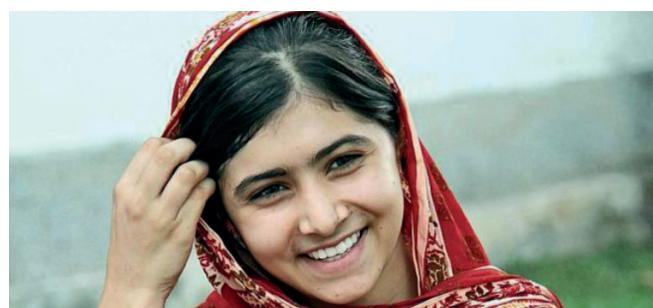
À PARTIR DE 2011 - ÉTATS ARABES: LA REMISE EN CAUSE DU STATU QUO

Depuis la péninsule arabe jusqu'aux capitales de l'Afrique du Nord, des foules de femmes revendentiquent haut et fort leurs droits dans le cadre d'un soulèvement plus vaste : le

mouvement panarabe. Le tollé propulse les femmes sur la scène mondiale, dénonçant la passivité qui caractérise les perceptions à leur égard. Et elles ne sont pas seules à faire preuve d'une telle détermination : au Maroc, les femmes tribales soulaliyates continuent de revendiquer leurs droits fonciers ; en Tunisie, le militantisme amène à un entérinement de l'égalité des sexes dans la constitution du pays ; au Liban, des campagnes aboutissent à la suppression d'une loi controversée sur le viol.

2013 - LES NATIONS UNIES, NEW YORK AUX ÉTATS-UNIS: UN DISCOURS MÉMORABLE: L'ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

C'est un moment de prise de conscience mondiale : l'attaque contre Malala Yousafzai, une collégienne et militante en faveur de l'éducation au Pakistan. Après avoir survécu à des blessures par balle à la tête et au cou, Malala Yousafzai donne un discours lors de sa première apparition publique aux Nations unies, le jour de son 16^e anniversaire en 2013.



Malala Yousafzai

Hier et aujourd'hui – Un long chemin jusqu'au sommet

Plus d'un siècle après le début du mouvement des suffragettes et après plusieurs décennies de militantisme acharné, les femmes de nombreux pays du monde accèdent au droit de vote dans les années 1980. En revanche, les femmes luttent encore pour occuper des postes de direction aujourd'hui.

L'HEURE EST VENUE

Aujourd'hui, une femme sur trois subit des violences au cours de sa vie ; 830 femmes meurent chaque jour de causes évitables liées à une grossesse ; seulement un parlementaire sur quatre dans le monde est une femme. Les inégalités entre les sexes sont monnaie courante.

Alors que la communauté internationale se rassemble dans le cadre du Programme de développement durable, il nous incombe, à l'égard des générations futures, de lutter pour un monde où les femmes bénéficient d'une voix, de choix et d'une latitude d'action, et jouissent des mêmes droits que les hommes.

FEMMES, HOMMES, GARÇONS ET FILLES, CITOYENS DU MONDE, UNISSEZ-VOUS !

À lire à ce sujet :

- www.lejdd.fr/International/les-droits-des-femmes-dans-le-monde-cest-le-jour-et-la-nuit-3593399



MORCEAUX CHOISIS D'ENRICO

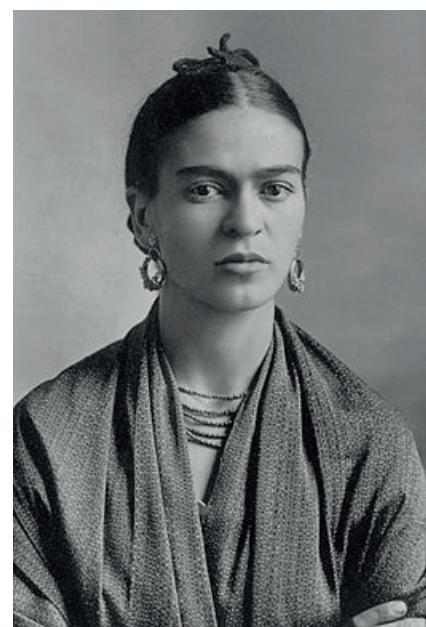
« Je pensais que j'étais la personne la plus étrange du monde, mais ensuite j'ai pensé : il y a tellement de gens dans le monde, il doit y avoir quelqu'un qui, comme moi, se sent bizarre et imparfait de la même façon que moi. Je l'imagine et imagine qu'il doit être là en train de penser à moi aussi. Eh bien, j'espère que si tu es là et que tu lis ceci, tu sais que oui, c'est vrai, j'existe, je suis ici et je suis tout aussi étrange que toi » – Frida Kahlo



Frida Kahlo & Diego Rivera, « L'art en fusion »

FRIDA KAHLO,

est une artiste peintre mexicaine, née le 6 juillet 1907 et morte le 13 juillet 1954.



Frida Kahlo



MES EXPÉRIENCES CHEZ « BOXEFLUX »

« Ce qui fait du mal à l'arbre, ce n'est pas la hache, mais la main qui la tient. » – Proverbe *el-bekkayen*

« BoxeFLUX organise tous les jours des tournois de boxe. Venez participer ou encourager les bénéficiaires ! Le gagnant remportera du shampooing, un smartphone ou même un vélo, et plusieurs jours de repos (selon la période d'exclusion décidée par l'association). Et après il revient à l'attaque. » – *Slogan publicitaire*

Napoléon [N.] : Comment se fait-il que BoxeFLUX n'a pas encore trouvé une solution aux problèmes de violence ? Je propose que les gens se rencontrent et se parlent. Créer un groupe de parole pour qu'ils puissent faire sortir leur rage. Cela peut être aussi un groupe avec un psychologue ou une travailleuse, afin d'apaiser les rancœurs. Penser ensemble des activités comme du sport, du théâtre, du cinéma, du football, de la danse, de la musique, de l'amour... ou aller boire un verre, et plus si affinités...

Réponse de DoucheFLUX [RdD] : Depuis l'engagement d'un éducateur en janvier 2017, la violence a fort décliné. Les suspicions de vol entre usagers, fondées ou non, occasionnent encore des tensions de temps à autre. Les petits trafiquants de toute sorte tentant d'abuser de la faiblesse de certains sont vite repérés et neutralisés.

N.: Les visiteurs doivent respecter les travailleurs et l'espace de BoxeFLUX. Pas de violence verbale ni de remarques inappropriées, notamment sur le physique des personnes. Je propose que la personne coupable soit exclue définitivement.

RdD: Une exclusion définitive est excessive dans des cas semblables.

N.: Je propose que les usagers déterminent eux-mêmes, lors d'une ou de plusieurs réunions, les sanctions précises en cas de non-respect du règlement.

RdD: On vient de le voir, les sanctions imaginées par les usagers sont parfois disproportionnées.

N.: Si un bénévole ou un travailleur de BoxeFLUX est agressé, ce serait bien d'en parler avec l'agresseur pour qu'il comprenne mieux le règlement. S'il refuse de discuter, il devrait être exclu. Mais s'il revient plus tard et accepte de discuter, la porte lui reste ouverte. La discussion autour du règlement fait inévitablement intervenir la question des valeurs, de l'éthique et du respect.

RdD: On ne saurait mieux dire.

N.: Je vois aussi que certains travailleurs ou bénévoles de BoxeFLUX sont aussi parfois agressifs avec des usagers. Je pense qu'ils devraient être contrôlés avant de commencer le

travail (un psychiatre est clairement nécessaire pour certains travailleurs...). S'ils ont un problème avec leur conjoint, qu'ils restent surtout chez eux (au lieu de passer leurs nerfs sur les usagers de BoxeFLUX), qu'ils appellent par exemple le numéro vert gratuit 0800 ou la police antiterroriste, qui vont s'occuper d'eux... mais qu'ils fassent attention de ne pas former le numéro du Samusocial ! Sans rire, vous avez déjà exclu pour un certain temps des usagers, l'avez-vous déjà fait aussi pour des bénévoles ou des travailleurs ?

RdD: Oui, à deux reprises, pour cause de comportement inacceptable envers un membre du staff.

N.: Le règlement des consignes n'est pas complet. Il faut mieux définir les responsabilités. Qui est responsable en cas de vol par un travailleur ou en cas d'incendie ? Réfléchissez, purée !

RdD: Bonne question. On va y réfléchir.

N.: Il y a, parmi les bénévoles, certains qui volent du shampooing et d'autres qui le revendent sur les marchés : une opération publicitaire pour BoxeFLUX ?

RdD: Le risque que l'on prend en acceptant que certains usagers deviennent bénévoles est parfaitement assumé. Certaines tentations sont plus difficilement « résistibles » quand on vit dans la grande précarité. D'avoir été abusés plusieurs fois n'entame pas notre principe de confiance a priori. En même temps, on multiplie les armoires fermables à clé...

N.: Il semblerait aussi que le contenu de certaines consignes ait été volé par des bénévoles après la fermeture. Ce n'est pas difficile puisque les cartes restent le plus souvent à l'accueil. Trouvez une solution, purée ! J'en ai marre !



RdD: Pourquoi les rumeurs négatives et infondées se répandent-elles plus vite que les informations positives et confirmées ?

N.: Concernant les toilettes au sous-sol, l'après-midi, on n'y a pas accès : pourquoi ? Quant à la toilette du rez-de-chaussée, elle est toujours dégueulasse. Je propose de demander un prix symbolique pour l'utilisation des toilettes. Vous êtes d'accord ?

RdD: Les toilettes au sous-sol sont inaccessibles l'après-midi si la toilette au rez-de-chaussée est accessible, ce qui n'est pas le cas depuis qu'elle est en panne (la pièce défectueuse est commandée depuis des semaines). Certains profiteraient des toilettes pour faire leurs ablutions...

N.: Et le Président, pour me calmer, promet une solution (comme des toilettes à la japonaise, avec douchette !) qui ne vient pas toujours : quel renard !

RdD: Le Président fait parfois des promesses en l'air, mais ne lui dites pas que je vous l'ai dit, s'il vous plaît.

N.: L'accès à une douche coûte 1 euro. Quid de ceux qui ne peuvent le payer ? Pourquoi ne pas réorienter l'usager sans le sou vers des associations où les douches sont gratuites ?

RdD: C'est ce que nous faisons.

N.: Gardons le sourire à l'accueil, s'il vous plaît ! Pas trop de monde et pas trop de bruit, sinon tout le monde s'énerve !

RdD: L'accueil est le déversoir de toutes les frustrations, légitimes ou non, des usagers. Nous vous retournerons donc l'injonction : merci de vous adresser avec le sourire aux personnes à l'accueil. Elles sont vaillantes, méritoires et héroïques, et leur travail est éreintant.

N.: Vous connaissez, sans doute, le proverbe el-bekkayen : « La confiance est comme les larmes, qui, une fois tombées, ne remontent pas aux yeux. » Eh bien, moi, je ne fais plus confiance à personne chez DoucheFLUX, oups, désolé, chez BoxeFLUX. Qu'allez-vous faire pour regagner ma confiance ?

RdD: Publier vos doléances dans le DoucheFLUX Magazine, sans en censurer, ou édulcorer, aucune.

N.: Les usagers n'ont pas tous connaissance du règlement d'ordre intérieur, ni certains travailleurs ! Y a un capitaine dans le bateau, ou rien que des pirates ?

RdD: Le bateau est grand, c'est vrai, et il y a surtout un équipage en sous-effectif, faute de subsides structurels.

N.: Les coiffeurs bénévoles et néanmoins précaires n'ont pas accès aux infrastructures dont dispose la coiffeuse professionnelle bénévole qui vient une fois par mois. Parce qu'elle est belge et a ses papiers, et pas eux ?

RdD: Parce qu'elle l'a demandé et pas eux. Mais on va leur demander si on peut encore mieux les aider.

N.: Le problème récurrent des mots de passe des ordinateurs nous rend fous. Et des personnes ont perdu des articles à cause d'usagers ayant accès aux ordinateurs ou de travailleurs qui détournent le regard de problèmes qui crèvent pourtant les yeux depuis, parfois, longtemps. L'un n'empêche pas l'autre !

RdD: Les problèmes, plus nombreux que vous ne pensez, de notre parc informatique sont un bel exemple de dysfonctionnements en cascades, faute d'avoir signé dès le départ, par manque de moyens, un contrat de maintenance avec un

professionnel, ce que nous venons de faire. Tout devrait donc rentrer dans l'ordre – enfin ! – très prochainement.

N.: Pourquoi les visiteurs qui fument n'utilisent-ils pas les terrasses de BoxeFLUX à l'arrière du bâtiment ? Pourquoi squattent-ils la « loggia » de la voisine en particulier et le trottoir en général ? Espèrent-ils y trouver quelque trésor ? Proposition : prévoir un système de chauffage pour la terrasse, comme on en trouve pour les terrasses des cafés chics !

RdD: Excellente (mais coûteuse) proposition. Et on comprend l'exaspération de la voisine. Une chaîne barre depuis peu l'accès à sa loggia. Et on va installer sous peu un banc amovible (mais cadenassable), sous un bel auvent rehaussé du magnifique logo de DoucheFLUX, sous la fenêtre du bureau.

N.: J'attends des réponses de l'équipe de BoxeFLUX, point par point, mais, de grâce, épargnez-moi les sempiternels « J'étais pas au courant... », « Je ne suis pas là depuis longtemps, je ne sais pas, désolé... », « Ah oui ? Bizarre, très cher. Mais j'étais en vacances... », « C'est pas moi qui gère ça ! » et autres « Demande à X / au responsable / à l'accueil / au Président ! » Fini les faux-fuyants ! Fini des excuses qui n'en sont pas ! Ras-le-bol des dysfonctionnements déguisés en manque d'effectif / de subsides / de moyens ! Car le client est roi et un roi ça se respecte, non ?

RdD: Et être la victime – avérée ou imaginaire – d'un manque de « respect » est, très clairement, à voir la fréquence avec laquelle le mot est prononcé, brandi, hurlé, ce que redoutent le plus les personnes précarisées. Et ceci dit tout du cœur de leur situation.

Napoléon*

* Prénom d'emprunt pour que l'auteur ne se fasse pas boxer par le Président de BoxeFLUX.



DOUCHE FLUX

84 Rue des Vétérinaires
Veeartsenstraat
1070 Brussels

www.doucheflux.be

info@doucheflux.be / +32 (0)2 319 58 27

Horaire > 30.06.2019

Openingsuren winter > 30.06.2019

Opening times winter > 30.06.2019

mardi > vendredi dinsdag > vrijdag Tuesday > Friday	08:30 > 17:00	
samedi > dimanche zaterdag > zondag Saturday > Sunday	11:30 > 15:00	
mercredi woensdag Wednesday	13:00 > 17:00	100%
fermé le lundi et les jours fériés gesloten op maandag en feestdagen closed on Monday and public holidays		

SERVICES / DIENSTEN			
+			
	1€	mardi > vendredi dinsdag > vrijdag Tuesday > Friday	08:30 > 12:00
		samedi > dimanche zaterdag > zondag Saturday > Sunday	11:30 > 14:30
	1€ / 3kg	mardi > vendredi dinsdag > vrijdag Tuesday > Friday	08:30 > 11:00
		samedi > dimanche zaterdag > zondag Saturday > Sunday	11:30 > 13:30
	1€, 1,5€, 2€ / semaine	mardi, jeudi, vendredi dinsdag, donderdag, vrijdag Tuesday, Thursday, Friday	08:30 > 17:00
		mercredi woensdag Wednesday	08:30 > 12:00
		samedi > dimanche zaterdag > zondag Saturday > Sunday	11:30 > 15:00
	-	mercredi > vendredi woensdag > vrijdag Wednesday > Friday	10:00 > 12:00
	-	mardi, jeudi, vendredi dinsdag, donderdag, vrijdag Tuesday, Thursday, Friday	10:00 > 13:00 14:00 > 16:30
		mercredi woensdag Wednesday	10:00 > 12:00

SERVICES / DIENSTEN			
+			
	1€	1 ^{er} mercredi du mois 1 ^e woensdag van de maand 1 st Wednesday of the month	09:00 > 12:00
	-	vendredi vrijdag Friday	09:00 > 12:00
	-	vendredi vrijdag Friday	13:00 > 14:00

100%			
	1€		13:00 > 15:00
	1€ / 3kg		13:00 > 15:00
	1€, 1,5€, 2€ / semaine / week	mercredi woensdag Wednesday	13:00 > 17:00
	-		13:30 > 15:30
	-		14:00 > 16:30
	1€		13:00 > 17:00

ACHETEZ /VENDEZ /DISTRIBUEZ LA DOUCHE SOLIDAIRE

Une douche solidaire est un bon pour une douche gratuite chez DoucheFLUX.

Une douche solidaire est achetée par qui veut dans un point de vente* au prix de 5€. C'est le prix coûtant pour l'ASBL de la prise d'une douche, qui comprend :

- accueil chez DoucheFLUX
- accès à une cabine de douche
- set de douche comprenant serviette, gant, tongs de douche, produits d'hygiène et accessoires tels que brosse à dents, peigne, rasoir, produits d'hygiène féminine...
- eau et énergie
- amortissement de l'infrastructure
- équipe encadrante

Le bon douche solidaire est ensuite offert à une personne sans abri et/ou en situation précaire, soit directement par l'acheteur·se, soit via un point de distribution qui est l'organisation sociale, médicale, culturelle, citoyenne... partenaire du point de vente.

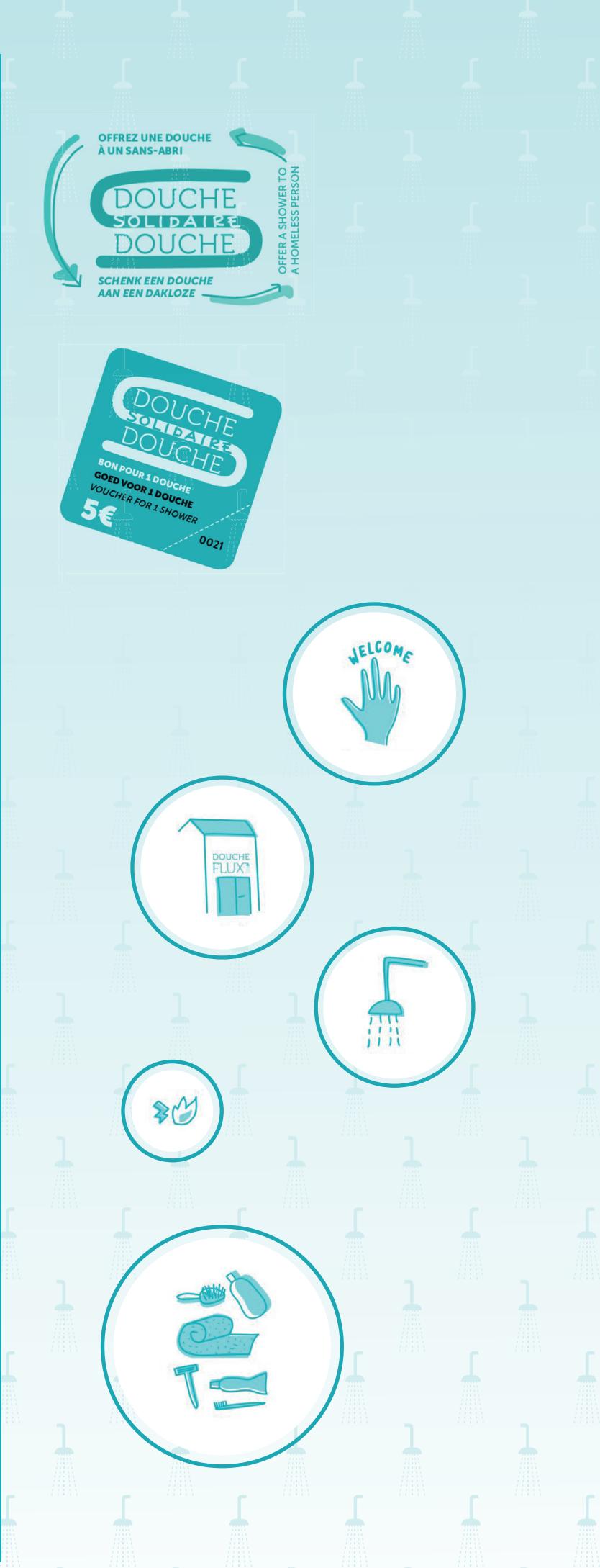
* Un commerce, un café, un centre culturel, un restaurant, un théâtre, une salle de concert, une maison médicale, une bibliothèque, un département dans une entreprise, une banque...

VOUS VOULEZ ACHETER LA DOUCHE SOLIDAIRE?

Vous trouverez tous les points de vente participants, avec leur point de distribution partenaire, à Bruxelles sur notre site www.doucheflux.be.

VOUS VOULEZ VENDRE OU DISTRIBUER LA DOUCHE SOLIDAIRE?

Téléchargez la présentation du projet en français, en néerlandais ou en anglais et prenez contact avec Elisabeth Mareels, par e-mail : elisabeth.mareels@doucheflux.be ou par téléphone : 0486 666 928.





MA GRÈVE À DOUCHEFLUX

Je m'appelle Abdelhakim El Mouaq, né en 1989, le 25 novembre. Je suis arrivé en Belgique en passant par l'Espagne et la France. Je suis en Belgique depuis environ trois mois.

Je suis un usager de DoucheFLUX et j'aime cuisiner, préparer des projets, j'ai des idées et j'ai besoin de votre aide aussi pour me faire soigner ici en Belgique. C'est pour cela que je veux faire un asile médical, parce que j'ai des problèmes avec la police qui me demande de quitter le territoire (par deux reprises) déjà.

DoucheFLUX m'a beaucoup aidé et j'aimerais devenir bénévole chez eux pour aider les autres. J'en ai parlé au Président M. d'Ursel, ainsi qu'à d'autres, qui m'ont dit qu'il fallait attendre pour mieux connaître mon caractère. Mais un jour, alors que j'étais avec d'autres usagers, un bénévole m'a demandé de surveiller son GSM mis en charge. Ce téléphone a été volé malgré ma surveillance et j'ai demandé à tout le monde de rendre l'appareil ou seulement la carte SIM. Personne n'en avait rien à foutre. Rabbat (un bénévole) est venu me calmer car j'étais très énervé.

Le lendemain, je suis revenu comme tous les jours pour me laver et attendre une réponse à ma demande de bénévolat. En attendant, j'étais assis sur une chaise avec mon bonnet accroché. Je me suis levé pour prendre un café à la machine et quand je suis revenu, il y avait une autre personne sur ma chaise (une personne avec qui j'avais déjà eu des problèmes à la rue). Je lui ai dit que c'était ma chaise et il m'a répondu que ce n'était pas ma chaise. Je lui ai demandé, ainsi qu'aux autres, où était mon bonnet. Personne ne m'a répondu, mais une personne m'a agressé et insulté directement, ce qui a provoqué une bagarre générale. (Moi, je ne me suis pas mêlé à cette bagarre.) Suite à cela, le Président est descendu et m'a demandé de sortir du bâtiment. Ce que j'ai accepté. Après, la personne

qui m'avait insulté est venue me voir pour s'excuser (elle m'a même embrassé).

J'ai réfléchi et je me suis dit que ce n'était pas normal et surtout injuste. Mes amis sont sortis aussi et m'ont soutenu, sachant que je suis innocent et surtout que j'aide dans l'ASBL, en sortant les poubelles, en nettoyant les tables, je remplis les bouteilles d'eau, etc. J'ai toujours eu un comportement responsable d'aide dans l'ASBL.

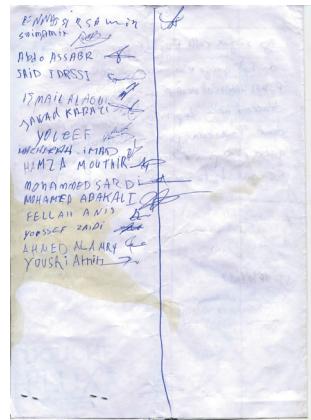
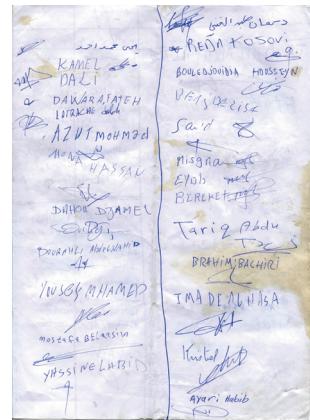
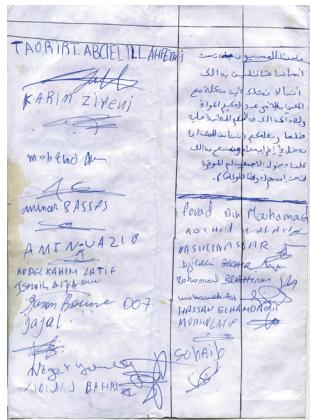
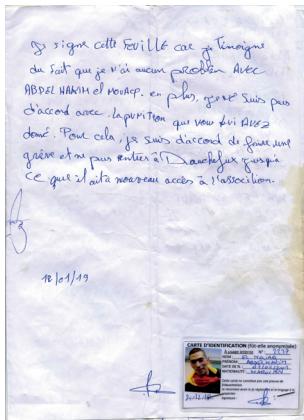
J'ai donc lancé une pétition (ci-dessous) pour demander mon retour dans les locaux de DoucheFLUX. Cette pétition a été signée par plus de soixante personnes. Ces personnes ont signé en disant qu'elles ne rentreraient pas non plus dans les locaux tant que je ne serais pas admis.

Quelques jours après, le Président a fait une réunion avec les bénévoles, les assistants sociaux et les stagiaires pour demander ma réintégration. Une personne s'est opposée à mon retour. Suite à cela, je suis resté encore quelques jours devant la porte, attendant de pouvoir réintégrer le bâtiment.

Une fois la « punition » terminée, j'ai pu rentrer à nouveau et j'ai demandé de parler à Laurent d'Ursel pour lui montrer ma pétition et il m'a suggéré de témoigner dans ce magazine.

Suite à cette sanction, les « priviléges » que j'avais avant (le droit de monter à l'étage et de disposer d'un PC, boire du café gratuit) m'ont été retirés, je dois rester dans la grande salle des usagers pour aider à faire quelques tâches d'entretien.

Abdelhakim



Pétition qui a recueilli plus de 60 signatures

SOS primera de waterloo. samedi matin, 29.9.18
estoy en la parte baja saltando tomando aire y botándolo en el fondo, repetición 1 hora.
veo alguien "jugando" en el fondo. yo continué con mi ejercicio de repetición y respiración,
lo veo por segunda vez que se ha desplazado un poco, cuando lo veo por tercera vez está como durmiendo de lado con la cabeza apoyada en el fondo, saca la cabeza del agua y grita BRASIL (aí le digo al salvavidas brasileño)
no me hace caso, piensa que estoy bromeando, grita por segunda vez y se tira al agua con su ropa de salvavidas, espectacularmente, él grande mide como 2 metros, toma a la persona y le saca la cabeza del agua, el hombre está como muerto, sin ningún movimiento, al borde llega otro salvavidas (de afica del norte) y lo toma de un brazo y lo saca del agua.
los dos desesperadamente tratan de reanimarlo, masaje al corazón, respiración boca a boca, aparatos sanguíneos etc, entre 5 a 10 min dura la reanimación, desde donde estoy, en el agua veo que el hombre comienza a revivir, percibe movimientos de su cabeza.

Llega la ambulancia, 4 personas, con material técnico, el hombre continúa a despertarse, lo ponen en la camilla, se lo llevan al hospital.
Tres extranjeros salvan un belga.

PLUTÔT FIER DE NE PAS L'ÊTRE

Fier?! d'être belge? Supposons! Et puis?

Mais, à ce propos, de quoi devrais-je être fier exactement? Que l'on m'explique. De notre grande et belle démocratie!? De notre droit de vote? De ce «devoir» oint de sang - me vend-on! - et sans la moindre sanction à l'encontre de l'abstentionniste - dixit in illo tempore A. Turtelboom. Ou, de manière plus neutre encore: de cette farce «citoyenne» au cœur d'un régime politique bafoué par les élus eux-mêmes - les grands mystificateurs. De toute évidence, élire n'est pas voter! Politicards égocentrés de la nation - toujours les mêmes! Ennemis du peuple qui - tellement influents et ivres de conflits d'intérêts - jouent au jeu de la chaise musicale; sinon, se livrent à une lutte de pouvoir sans merci et sauvagement archaïque. Dans cette ambiance déletière, eux seuls votent. Des textes de lois, à la lettre, et, à la solde de lobbyistes eux-mêmes à la botte des élites économiques. Dépouillement sans aucun agrément du peuple prétendument, et à grands cris, votant! Dépouillement, du droit de chacun!

Nous n'adoptons pas nos lois, nous adoptons nos tyrans. Ceux pour lesquels l'autre - ludit peuple (celui sur lequel s'exerce leur pouvoir) - n'est jamais qu'un dommage collatéral. Notre constitution se révèle être le première carcan de nos petites «coquetteries» de galériens - les destinataires des lois se doivent de pouvoir être regardés comme étant leurs propres auteurs. (quid de la souveraineté populaire? - «Du Contrat Social» - Rousseau)

Dans un même ordre d'idée, dois-je être fier des douze années de règne de Martens? Des 541 jours de crise; la plus longue de l'histoire Européenne? De l'histoire des démissions désinvoltes du sieur Leterme ou de celle du fils Michel? De nos affaires... «courantes»!? De notre dette publique? Du nombre saisissant de Ministères et autres organismes publics au «service» de onze petits millions d'habitants? De cette pléthora de fonctionnaires ressemblant, à s'y méprendre, à du chômage de masse? De notre régime fiscal? De notre justice? De notre système de sécurité sociale? Du bon fonctionnement de nos institutions? De la SNCB? De la qualité de notre enseignement?... De notre passé colonialiste? De quoi, exactement?

De notre humour typique - ah ça, non peut-être!? Du col de mousse de nos trappistes, de notre mayonnaise? De nos moules, sans doute?!. Bien sûr, il y a le chocolat... De qui? De quoi? Des Diables? De Philippe et Mathilde, de Laurent; ou de Delphine? De qui? De la voracité d'Albert Frère et de ses acolytes? Ou bien, et encore, de la longévité d'Elio et de celle de De Wever et sa clique de fascistes? Du Chat, de Tintin, éventuellement!? Et encore...

De qui, de quoi? Et (surtout!), pourquoi? Vous êtes-vous déjà posé la question? Que veut dire, concrètement, être reconnu comme étant sans nationalité légale? Si ce n'est,

se faire traîter de «marginal» par un benêt vaniteux, garant de l'ordre public, à l'occasion d'un simple contrôle d'identité. À quoi, d'ailleurs, nous sert notre nationalité? cette identité? Suis-je belge? Bruxellois? Ucclois? Résident du «square des milliardaires»? Et rien que ça? En cela, différent de nos voisins frontaliers? l'opposé du Pygmée, de l'Asiate ou de l'Aborigène? Meilleur? plus beau? plus grand? plus fort? que les habitants de contrées lointaines. Mon identité ne se résumerait-elle qu'à cela? Un patronyme? un numéro d'habitation? un code postal? une origine? Et puis? Un «brin» tristoune comme «fierté», si vous me permettez.

Parce que, franchement, si tel est le cas, de quoi dois-je être fier?

D'être natif de la capitale de l'Europe? D'un arrondissement des plus riches de Bruxelles? Unions, nations, régions et localités qui laissent effrontément de pauvres bougres sur le carreaux - l'effet collatéral - quand ils ne sont pas «carrément» jetés sur le pavé!?

Je vois ces drapeaux; entends ces patriotes scander leur amour de la patrie. Mais, fiers de quoi? Fiers d'une ligne imaginaire qui nous distinguerait du reste de l'humanité, faisant de nous des demi-dieux; tel un retranchement, une démarcation? Selon moi, au mieux, une ablation de la pensée en lieu et place de voir celle-ci s'élever au diapason des qualités intellectuelles, sociales et fraternelles!

J'entends le bon et honnête citoyen croire et affirmer un tas de choses, un amas d'idées qui lui est dicté, imposé et, accessoirement, imposables. «Non, je ne suis pas un numéro! J'ai des droits, moi! Je suis dans mon pays!» scande-t-il encore, haut et fort, sur les boulevards - le lit de tous les racismes.

Alors, éclaircissons une bonne fois pour toute la chose - et la fumisterie débute ici: libres et égaux. Je vous laisse apprécier... même si, perso, j'ai comme un «léger» doute sur leur conformité - d'expérience, je n'ai jamais rien vu de tel! Du reste, au risque de faire voler en éclats toutes nos belles illusions, mais - pour votre gouverne, messire - pour notre beau, grand et plat pays (qui n'est jamais qu'une petite entreprise qui, elle, ne connaît pas la crise... - subsides, dotations, cumuls et pots-de-vin!), nous ne sommes que cela: un numéro! Juste un numéro. Répertorié, au jour «bénî» de notre naissance, dans ce que l'on nomme communément le registre national - les registres de la population. Un numéro gagnant! - du moins, pour l'état (qui lui l'est, dans tous les cas). Une série de chiffres classifiée n'ayant pour seule et unique fonction que de remplir - renflouer! - les caisses de la «tribu». Caisses dans lesquelles, au passage, une poignée se sucre sur le dos du prolétariat dans un mépris de classes sans nul autre pareil - les Albert, les Philippe, les Charles et consorts: ça va les gars? pas trop dure la vie?

«Faites des enfants!» qu'ils disaient - tu m'étonnes!

Entendons-nous bien: je ne suis en rien contre le fait de contribuer - ou l'idée de procréer, d'ailleurs (quoique!) - je suis opposé à son usage et sa pratique ordinaire...

Après, on discute! - si vous voulez?

Je me revois, il y a quelques années déjà, envoyer ma carte d'identité à la tête de ce guichetier de la commune de Rixensart, exaspéré par le trop d'orgueil de ce petit rond de cuir trop sûr de lui et de son petit pouvoir; fort de son emploi garanti à vie et des effigies de «nos» souverains clouées au mur; monarques le surplombant comme deux «superbes» géniteurs qui s'assureraient de ce que, par dessus son épaule, leur rejeton accomplisse correctement son devoir: «Carre-toi la bien profond, connard! Qu'est-ce que tu crois?» C'est sûr, ça a dû lui faire tout bizarre; bousculé dans l'usage autoritaire de son ignoble triumphalisme de paltoquet.

Je regretterai davantage mes excès de langage - c'était là lui faire beaucoup trop d'honneur (une erreur de jeunesse, dirons-nous) - que la «perte» de ce document prétendument officiel.

Officiel de quoi, d'ailleurs?!

Je suis apatride.

Et pour cause - il n'y a franchement pas de quoi être fier: aucun pays ne pourra prétendre être grand et digne, aucune ville belle, aucune avenue chic, aucune société civilisée, aucun humain humain, aussi longtemps que nous trouverons sur nos «crottoirs» des sans-abri. (le mépris est le symptôme de la médiocrité - contrairement aux idées reçues)



Ceci n'est pas un mouton

Apatride!

Au départ, je vous avoue, cela m'effrayait un peu. Puis, comme tout, ça deviendra assez vite un jeu. Presque distrayant. Le jeu du chat et de la souris! Pour finir par devenir, une habitude, un exercice de style. Et, bien au delà du divertissement, une intime conviction: sortir de notre zone de confort, afin de nous apercevoir que nos craintes n'étaient qu'une grotesque illusion inspirée par quelques oppresseurs sans scrupule.

Un autre monde est possible.

Vive le roi, la loi, la liberté.

Didier Declaye



PENSER LES MIGRATIONS SPORTIVES

Parmi les personnes issues de l'immigration se trouvent de nombreux sportifs et athlètes. Dans leur pays d'origine, ils ont déjà pratiqué un sport, participé à des manifestations sportives, à des compétitions au niveau national ou international. Que ce soit pour les loisirs, en amateur ou en professionnel, la pratique sportive fait partie de leur bagage. Quand ils arrivent en Belgique, nombreux d'entre eux ont envie de continuer à progresser.

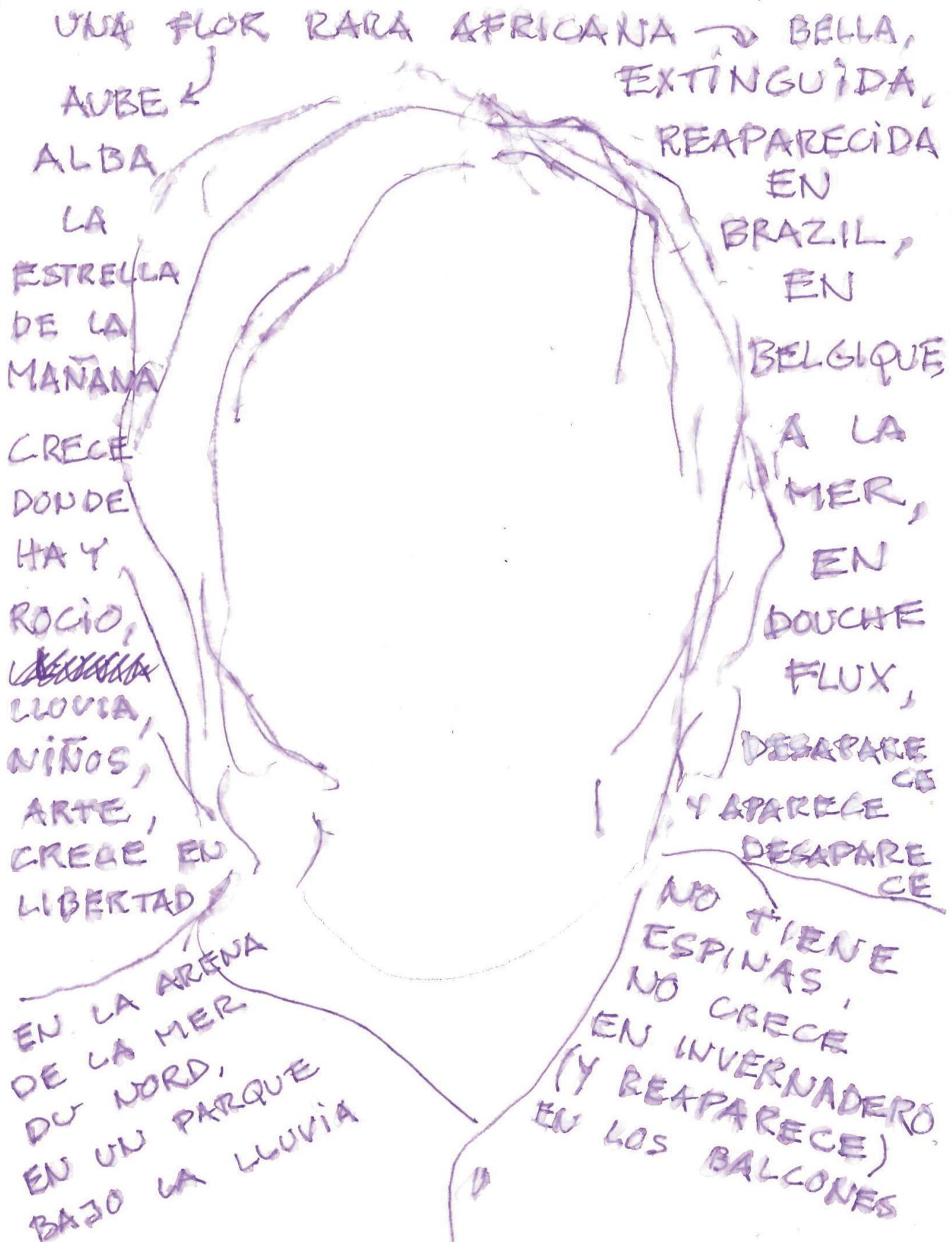
« Sport sans frontières » veut créer un réseau professionnel. Son but est de leur donner accès à des compétitions ou à des manifestations, comme les 5, 10, 15 et 20 km de Bruxelles et le cross. Belge ou immigré, avec ou sans papiers, tout le monde a le droit de pratiquer son sport sur la base de ses capacités de performance.

Dans l'absolu, le milieu sportif est censé être un espace ouvert sans restriction : les athlètes sont sélectionnés et rétribués en fonction de leur niveau sportif, pas pour leurs opinions politiques, qu'il s'agisse des contrats d'assurance, du sponsoring, des aides des clubs ou des contacts avec la Fédération royale belge d'athlétisme et le Comité olympique belge.

Outre la connaissance empirique notoirement insuffisante, plutôt que de raisonner, comme l'induit un rapport non problématisé à l'espace géographique, sur la base de l'alternative entre le « local » et le « global », alternative qui conduit à poser comme fondées et exclusives ces catégories, il semble plus pertinent de problématiser les choses en termes d'ancre social. Il s'agit alors de commencer par définir les différents espaces de référence auxquels il convient de rapporter les comportements et les compétences des sportifs immigrés. La recherche profonde de « Sport sans frontières » est basée sur des références africaines comme l'Éthiopie, le Kenya et le Maroc dans l'athlétisme.

Faical El Ouasrhiri

Fondateur du projet
Sport sans frontières
Athlète spécialisé 5 km
Coach à DoucheFLUX
www.sportsansfrontieres.be





MA VIE POURRIE OU POUR RIRE ?

«Faut pas laisser entendre aux CPAS que tu as compris le système, car ils ne vont pas apprécier.» – Peter Tant, figure bruxelloise

De ma vie, je ne vais ici, faute de place, qu'épingler les épisodes les plus saillants. Ce que je ne peux aussi que mentionner, c'est l'épuisement administratif, attesté par les kilos de documents en ma possession et témoignant, pour chaque épisode, d'un combat presque toujours désespéré pour entrer dans la glaciale logique administrative des institutions médicales et sociales, et, plus difficile encore, pour dénoncer leurs dysfonctionnements répétés et obtenir réparation. Car le plus souvent, une réclamation, qui n'est qu'une exigence de justice, de transparence et de considération, devient une «pièce à conviction» dans mon dossier, se retournant contre moi – un comble ! – et ne méritant donc presque jamais une réponse. Face à tant d'incurie, d'incompétence et d'inhumanité de la part de professionnels payés avec l'argent du contribuable pour venir en aide aux personnes, je n'ai qu'un cri : «Il faut que ça change !» Point de départ de mon futur programme politique¹.

1. JE SUIS NÉ EN 1970. Au fond du jardin de ma grand-mère paternelle, il y avait un véritable précipice, qui rendait ma mère hystérique, folle d'inquiétude : le trou énorme avait été pratiqué dans le sol par une entreprise de briques à la recherche d'argile, activité courante à l'époque dans la région. Ce trou est devenu une décharge où des

camions benne venaient régulièrement décharger des déchets et autres gravats. Un jour, une file d'immenses camions benne de la firme Prayon Rupel est arrivée, à la stupéfaction générale, et ils ont plus que rempli totalement le trou, en quelques semaines, car des sortes de dunes se sont formées, que le gamin que j'étais (6 ans) a immédiatement converties en aire de jeux, comme à la mer, quoi ! Problème : un activiste de Greenpeace a détecté que ces déchets étaient radioactifs. J'avais alors 12 ans. Combien avons-nous mangé de lapins friands de l'herbe qui s'est vite mise à pousser sur mes «dunes» ? Combien de galettes et autres biscuits ai-je engouffrés en les portant à ma bouche avec mes mains encore pleines de «sable», en fait du phosphogypsum, une sorte de poussière gluante de plâtre, de radon, d'uranium² ?

Boom, un bastion du Socialistische Partij à l'époque, a-t-il été soudoyé pour fermer les yeux ? Je n'ai aucune preuve, mais ne peux m'empêcher de poser la question.

Mon frère est né en 1978 et je l'ai emmené mille fois jouer dans les «dunes» avec moi. Mon frère refuse de se faire faire une ponction de moelle osseuse pour confirmer mon diagnostic (de médecin), à savoir que son très haut taux de globules rouges s'explique par une polycythaemia vera, une sorte de leucémie.

J'aimerais lancer un appel avec l'aide de Greenpeace pour voir s'il y a d'autres victimes de cette déchetterie criminelle dans la région.

¹ À découvrir dans le *DoucheFLUX Magazine* n°30.

² Sur le danger du phosphogypsum, lire J. C. Fernandez-Caliani, «Risk-based assessment of multimetalllic soil pollution in the industrialized peri-urban area of Huelva, Spain», *Environmental Geochemistry and Health*, 2012, 34: 123-139; J. Al-Jundi et alii, «Investigations on the activity concentrations of 238U, 226U, 228Ra, 210Pb and 40K in Jordan phosphogypsum and fertilizers», *Radiation Protection Dosimetry*, 2008, vol. 131, n° 4, pp. 449-454; J. Parideans et H. Vanmarcke, «Radiological impact of almost a century of phosphate industry in Flanders, Belgium», *Health Physics Society*, 2008, 95(4): 413-424; A. J. G. Santos et alii, «Radiological characterization of disposed phosphogypsum in Brazil: evaluation of the occupational exposure and environmental impact», *Radiation Protection Dosimetry*, 2006, vol. 121, n° 2, pp. 17-185; Stuart C. Finch, «Radiation-induced leukemia: Lessons from history», *Best practice & Research clinical haematology*, 2007, vol. 20, n° 1, pp. 109-118; Doug Brugge et Virginia Buchner, «Radium in the environment: exposure pathways and health effects», *Reviews on Environmental Health*, 2012, 27(1), 1-17; James H. Yiin et alii, «A study update of mortality in workers at a phosphate fertilizer production facility», *American Journal of Industrial Medicine*, 2016, 59(1):12-22.

2. MA FORMATION MÉDICALE NE FUT PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE.

Dans le cadre de mes études post-master en Allemagne, j'ai entrepris 6 ans de recherches en oncologie à Homburg. Faute d'un lave-linge dans ma colocation, on m'a vite surnommé *der stinkende Belgier* (le Belge puant), comme cette Turque portant le hijab et appelée par déconsidération *Kopftuch* (foulard). Par-delà cette xénophobie, j'ai subi une forme de sabotage de mes recherches, au point de devoir me trouver un autre laboratoire, où, grâce à une bonne atmosphère de travail et au soutien financier de mes parents, j'ai bossé comme un fou, la nuit, avec succès³. À Utrecht, où j'ai suivi une formation en anatopathologie pendant un an, ce ne fut guère plus rose. Mon itinéraire scientifique non classique créait des jalouxies qui, ajoutées à un complexe de supériorité, devenaient un cocktail explosif. Les cas de harcèlement n'y étaient pas rares. Mon contrat n'a pas été renouvelé. Après, j'ai commis l'erreur d'accepter un poste à Adélaïde (Australie) et non celui à Dublin qui m'était offert. Suspicion immédiate de la douane australienne : « Vous n'avez pas assez de vêtements ! » Au travail, j'étais de nouveau perçu comme un « danger », un « empêcheur de tourner en rond ». Je ne jouais pas les petits jeux institutionnels, je voulais juste devenir un excellent oncologue-pathologue et, à coups de petites piques, on m'a gentiment poussé vers la sortie, sans suivre la procédure et donc sans me permettre de me défendre. Un cas exemplaire de « constructed dismissal ».

Après un an, je me suis retrouvé à Sydney, où je me suis offert une année sabbatique et demie, pour réfléchir à ma vie et à la poursuite, ou non, de ma carrière médicale, et pour perfectionner mon anglais. Mes économies fondant à vue d'œil, un Canadien m'a facilement convaincu d'aller travailler comme professeur d'anglais dans « l'Eldorado taïwanais » (*sic*).

3. MON SÉJOUR À TAÏWAN a commencé par 6 années d'enseignement de l'anglais dans des écoles privées comme professeur intérimaire, c'est-à-dire sans jamais de reconnaissance officielle ni de vraie considération.

J'ai jeté l'éponge et commencé à apprendre le chinois. « White people suck ! », voilà ce qu'un étudiant employé par la Bibliothèque nationale Tchang Kaï-chek m'y a un jour lancé, gratuitement. Sa supérieure, auprès de laquelle j'ai protesté, m'a redirigé vers la municipalité, pendant qu'un policier essayait de me mettre dehors, sans succès : il m'a couru après, dans le bâtiment, matraque à la main... Au commissariat, où je voulais porter plainte, je me suis retrouvé devant le père de l'étudiant, qui a porté plainte

contre moi, avec succès, et sans que je ne sache jamais comment : l'acte d'accusation était rédigé en chinois classique, c'est-à-dire incompréhensible pour moi.

J'ai aussi été, un jour, accusé, à tort bien sûr, de vol dans un magasin. Le film de la caméra de surveillance où l'on me voit essayer un portefeuille a été coupé au montage, et l'on ne me voit donc pas le remettre dans l'étalage, mais ma légitime protestation, elle, a été incluse dans le film, lequel s'est retrouvé sur la télévision nationale et les réseaux sociaux ! D'autres films du même tonneau ont circulé, faisant de moi un anti-héros « turbulent, irrespectueux et raciste » !... alors que se faire traiter de Hakkas ou de « singe roux », « vieil étranger » et « nez crochu » est monnaie courante quand on est Blanc et que les Noirs sont des « fantômes noirs »...

Maigre consolation, le policier responsable de cette fuite brisant le secret de l'enquête a été par la suite sanctionné, puis une juge m'a, faute de preuves concluantes, innocenté.

La Représentation belge à Taïwan – où l'on s'est moqué de mes assez bonnes connaissances de la langue chinoise, d'autant que personne ne s'y abaisse à l'apprendre... – m'a fait radier de ma commune de Boom, sans m'en avertir, ce qui a bien sûr causé un infernal imbroglio administratif à Macau, puis à mon retour en Belgique, notamment en ce qui concerne ma mutuelle.

Après 10 ans à Taïwan, j'ai eu un entretien au centre d'émigration, qui a mal tourné : je savais qu'on devait me faire signer ma déposition, ils ont refusé, je me suis énervé, ils m'ont filmé, j'ai caché mon visage et puis, trou de mémoire consécutif à un choc traumatique, appelé « amnésie rétrograde », en l'occurrence un violent coup de poing, je me suis retrouvé, sonné, le visage en sang. Ce qui les a fait paniquer : ils m'ont sommé de me laver, et relaver, le visage, pour tout effacer. Le procureur, à qui je voulais porter plainte, a eu l'affront d'invoquer cette amnésie et une absence d'images vidéo, peu crédible en plein centre d'émigration, pour classer l'affaire sans suite.

³ Voir les références de ma principale publication à la note 1 de mon article « Lettre ouverte à Maggie De Block » dans le *DoucheFLUX Magazine* n°27, ainsi que via le lien www.doucheflux.be/wp/wp-content/uploads/2018/11/verelst_lettre-ouverte-a-maggie-de-block.pdf.

⁴ Les Hakkas sont des Chinois Han vivant dans le sud de la Chine, qui se considèrent comme les lointains descendants de réfugiés originaires des provinces du Henan, du Shanxi et du nord du Hubei. Hakka est aussi le nom de leur langue. Merci Wikipedia !

⁵ Voir la copie du mail ci-contre du secrétaire général du CPAS au bourgmestre de Boom et à une assistance sociale concernant le projet, heureusement avorté, de ma colocation suite à ces problèmes familiaux.

4. C'ÉTAIT FIN 2015, À MACAU. À cause d'une discussion fort tendue, un homme m'a agressé. Des témoins m'ont confirmé qu'il tenait des propos racistes, anti-Blanc, à mon endroit. Il me surnommait d'ailleurs *guailou*, ce qui signifie *ghost fuck*. Il m'a frappé au visage et dans le dos avec une lampe à bras télescopique en métal, qui s'est cassée. Dans le « vieux Macau », porter plainte n'est pas facile : la police m'a violenté à son tour, comme si j'avais été l'agresseur. Je me sentais vraiment mal, j'avais des vomissements très violents et de terribles contractions musculaires à cause d'une hémorragie interne. J'ai refusé d'être soigné dans l'hôpital, de piètre réputation, où l'on m'avait conduit. Les policiers m'ont alors littéralement sauté dessus, m'ont déshabillé de force et tenu écartelé sur un lit, tête vers le bas. Alors que je leur avais dit que je supportais mal la température basse (environ 12 °C) propulsée par le système d'air conditionné et que je pouvais ainsi avoir une grave crise de migraine, avec vomissements à la clé, on m'a laissé là pendant des heures. J'avais froid, je suis tombé régulièrement dans les pommes, j'ai eu peur de mourir. Le soir, on m'a fait un scanner, confirmant que ma rate avait explosé. On me l'a retirée. On m'a introduit un cathéter dans le sexe, contre ma volonté, et je l'ai vécu comme un viol. Infantilisé, je n'ai jamais pu obtenir mon dossier médical. Au courant de ma situation, le ministère belge des Affaires étrangères n'a rien fait pour m'aider. Ils n'ont pas remis en question la version officielle des autorités judiciaires locales sur ma responsabilité dans cette attaque. Même absence de réaction de la part d'Amnesty International.

Ah ! J'allais oublier : à la faveur des prises de sang, les médecins auraient dû diagnostiquer ma double leucémie, sur base d'un excès avéré de globules blancs atypiques. Mais je n'ai pas subi des erreurs médicales...

5. EXIT LA FLANDRE. À cause de graves conflits familiaux dont le CPAS de Boom a refusé d'admettre l'importance malgré des rapports de police citant explicitement le caractère « invivable » de la cohabitation⁵, j'ai été à la rue pendant trois jours au début de décembre 2016. Boom n'ayant aucune infrastructure pour les SDF (sauf des maisons de transit improvisées pour des non-Belges...), j'ai dû, par un froid de canard, marcher de Boom à Anvers (15 km). J'ai alors été pris dans un jeu de ping-pong administratif typique entre les CAW (Centrum Algemeen Welzijnswerk) de Mechelen et d'Anvers ainsi qu'avec le CPAS de Boom, jeu cruel dont j'épargne au lecteur les détails : il est bien connu que les services sociaux publics se réfugient souvent et scandaleusement derrière leur « compétence strictement territoriale ». Ils savaient que je ne pouvais pas loger chez mes parents et que j'étais en très mauvaise santé, rien n'y a fait : ils m'ont laissé à la rue et m'ont refusé l'accès à un abri de nuit, quand bien même il gelait à pierre fendre et que l'accueil en ces circonstances est une obligation légale. Et j'ai été emporté à l'hôpital, pour hypothermie (symptôme : dos spasmodique), en ambulance, à mes frais bien sûr, alors que je n'avais aucun revenu.

GIPMI + evaluatie GIPMI: Er dient geen / een GIPMI opgesteld te worden.

maatschappelijke dienstverlening:

Betrokkene is een 46-jarige man die op 25-jarige leeftijd zou zijn afgestudeerd als arts en op 30-jarige leeftijd naar het buitenland is vertrokken. Hij verbleef een jaar in Duitsland waar hij research deed, een jaar in Nederland waar hij een opleiding tot patholoog volgde en trok vervolgens naar Australië. Hij kwam begin dit jaar terug naar België en was met niets meer in orde: zijn identiteitskaart was vervallen, zijn mutualiteit was niet meer in regel, hij was ambtelijk geschrapt,... Hij ging opnieuw bij zijn ouders wonen en kwam naar het OCMW met de vraag om hem te helpen alles terug in orde te krijgen. Met zijn ouders klikt het echter niet, betrokkene vertelt dat er vaak ruzie is en dat zijn vader ook durft te slaan. Hij zou verschillende medische problemen hebben (fotofobie, RSS,...) maar heeft hier niets van op papier staan. Betrokkene werd begeleid in het in orde brengen van verschillende zaken, → *nope! anxiag LEFZON!!* verdween twee maanden en kwam in oktober plots terug naar de sociale dienst. Hij zegt een dag ervoor gediagnosticteerd te zijn met een tumor in zijn ruggenmerg en nog maar vier jaar te leven hebben. Hij was erg kwaad want hij beweerde een aanvraag tot financiële steun gedaan te hebben en hij had nog steeds geen antwoord gekregen. Betrokkene stapte vervolgens naar de Secretaris met klachten over mij, hij wilde van maatschappelijk assistente veranderen omdat ik incapabel was - en een leugenaar. Betrokkene werd aangeraden een aanvraag te doen, maar weigerde dit en stapte naar de gemeente om klacht neer te leggen. Een week later kwam betrokkene opnieuw naar het spreekuur om een aanvraag te doen tot het bekomen van voorschotten op een FOD-uitkering. Ik liet mijn deur tijdens het gesprek opzettelijk open staan omdat ik al vermoedde dat het een verhit gesprek kon worden. Toen ik zei dat hij hiervoor papieren diende binnen te brengen, begon hij te roepen dat ik maar voor die papieren moest zorgen, dat dat mijn taak is, dat ik die dingen toch kan zien in de computer, dat hij naar de Raad zou stappen, dat ik een leugenaar ben, dat hij daarvan niet verschilt want 'als je bij de hond slaapt krijg je zijn luizen' (verwijzend naar de Secretaris), dat ik anders thuis maar in mijn zetel moet gaan zitten met een tas koffie en een 'gazet' als ik toch mijn werk niet doe, etc. Betrokkene stond recht en deed de deur van mijn bureau toe, waarna hij nog harder begon te roepen waardoor ik me niet meer veilig voelde. Aangezien ik al twee keer had gevraagd om te kalmeren, ben ik uiteindelijk zelf weg gegaan met de boodschap dat ik op die manier geen gesprek voer. Hij verliet nadien zelf de bureau. Na overleg met de Secretaris werd beslist om betrokkene een andere maatschappelijk assistente toe te wijzen. Op 14/10/2016 liet de sociale dienst van het ziekenhuis weten dat betrokkene daar ook al naar de ombudsdienst was gestapt voor de professor... *nope! BMD=me*

Pour les lecteurs néerlandophones, un joyau entre mille autres : la note d'une assistance sociale du CPAS de Boom qui, pour se défendre, n'hésite pas à m'accuser là où elle est payée pour me venir en aide.

Mon retour, contraint et forcé par l'adversité, chez mes parents a culminé en juin 2017 par une nouvelle crise et une nouvelle période à la rue, de trois mois cette fois, au milieu de laquelle, miracle, j'ai finalement obtenu le RIS du CPAS d'Anvers. Cela signifie le droit à un hébergement d'urgence. Sauf que, un jour, ou plutôt une nuit,

un usager, le chouchou apparemment à qui les travailleurs passent presque tout, a perturbé, encore une fois, le sommeil des hébergés. Le lendemain, je me suis plaint, de manière prétendument agressive, au point d'être expulsé. Je me suis présenté le soir, en vain bien sûr, et j'ai crié « Police ! » plusieurs fois, pour qu'ils constatent que l'abri de nuit

Viktor, pour ne pas le nommer, me refusait l'accès. La police est arrivée, m'a menotté, emmené au commissariat et libéré du cachot au milieu de la nuit, alors que le dernier tram était déjà passé...

À la faveur d'un passage par l'hôpital universitaire de Leuven pour une consultation hématologique (à cause de mes leucémies), j'ai décidé de tenter ma chance à Bruxelles comme réfugié flamand, étant en effet « blacklisté » à cause de mes diverses plaintes et protestations, constituant une sorte de « casier judiciaire social »... ce qui, entre parenthèses, illustre bien le scandale du futur « dossier social partagé » prévu dans la nouvelle d'ordonnance relative à l'aide d'urgence et à l'insertion des personnes sans abri de la Région de Bruxelles-Capitale, mais c'est une autre histoire. Encore que [Lire mon article « Bruxelles peut mieux faire... mais fait déjà mieux que la Flandre ! » dans le *DoucheFLUX Magazine* n°28]...

Sven Verelst

Van: PIJSESENS Jo
Verzonden: donderdag 2 maart 2017 8:27
Aan: BLONDEAU Kyra
CC: Jeroen Baert *also not 2 consent ((> amuuln /*

Onderwerp: FW: Onleefbare thuissituatie - Verelst, Advocaatstraat 20 BOOM

Kyra,

Kan je de broer en de ouders deze ochtend uitnodigen? Ik denk dat deze samen met de huisarts een procedure moeten inleiden.

Graag een omstandig maatschappelijk verslag om bij te voegen bij de vraag tot collocatie.
now! not 4 me!

Jo Piessens *Rashol F!*
 Secrétaire
 OCMW Boom
 Tel. 03/880.58.30.
 Fax. 03/880.58.34.
 GSM 0477.67.20.95.
 email: jo.piessens@ocmwboom.be

*Wat voor deels ???
 Welke bedinggr / Burgs*

RETROUVEZ TOUS
 NOS PRÉCÉDENTS
 NUMÉROS SUR /
 VIND AL ONZE
 VORIGE EDITIES OP :

WWW.DOUCHEFUX.BE



COLOPHON

Ont collaboré à ce numéro : Aube Dierckx (coordinatrice), Sven Verelst, Erik Gonzalez Brinck, Malika Aziz, Marie Caspar, Laurent d'Ursel, Martine Drouart, Didier Declaye, Mohammed Tabib, Faïcal, Abdelhakim El Mouaq. Photos et illustrations : Didier Declaye, Alem Abdelkader, Marie Caspar, Erik Gonzalez Brinck, Abdelhakim El Mouaq, Faïcal, Aube Dierckx, Madame Internet. Illustration page de garde : Malika Aziz. Mise au net : Caroline Balon. Relecture : Catherine Meeùs et Léa Aubrit.

Éditeur responsable / Verantwoordelijke uitgever – Laurent d'Ursel – rue Coenraetsstraat 44 – 1060 Bruxelles
 7 mars 2019

*Merci à tous les précaires
 qui, de près ou de loin,
 nous ont convaincus de
 ne pas baisser les bras.*

www.doucheflux.be
contact@doucheflux.be

Avec le soutien de la
 Met de steun van

